

4 rue de Copenhague  
67300 Schiltigheim  
Tél: +33 (0)3 88 18 02 00

38 boulevard de l'Europe  
67500 Haguenau  
Tél: +33 (0)3 88 73 79 90

12 rue des Genêts  
67110 Gundershoffen  
Tél: +33 (0)3 88 72 73 12

15A rue du Général de Gaulle  
67170 Brumath  
Tél: +33 (0)3 88 11 25 80

Rue de Rohan  
67790 Steinbourg  
Tél: +33 (0)3 88 02 86 11

## FONDS DE DOTATION CAISSE D'EPARGNE GRAND EST EUROPE - CEGEE

1 avenue du Rhin  
67100 STRASBOURG

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

**FONDS DE DOTATION CAISSE D'EPARGNE  
GRAND EST EUROPE - CEGEE**

1 avenue du Rhin  
67100 STRASBOURG

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de la fondation,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du FONDS DE DOTATION CAISSE D'EPARGNE GRAND EST EUROPE - CEGEE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans le paragraphe faits significatifs de la note « règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant la mise en conformité avec le règlement ANC 2018-06.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous avons procédé à l'analyse des conventions de subvention afin de nous assurer que les dépenses ont été réalisées en conformité avec l'objectif de la décision d'attribution. Nous avons également apprécié le rattachement des produits de subvention à l'exercice en fonction du rythme d'utilisation de la subvention.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle

estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances

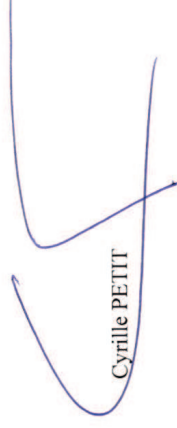
ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Schiltigheim, le 15 mai 2024

Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO STRASBOURG-NORD



Cyrille PETIT

COMPTES INDIVIDUELS ANNUELS au 31 décembre 2023

BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

Actif N		Exercice N (selon ANC 2018-06)		Exercice N-1 1 selon ANC 2018-06)		Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
		Brut	Amo.	Net	Net	Passif	
ACTIF IMMOBILISE						Fonds Propres	484 924
Immobilisations corporelles						Capital	
Autres Immobilisations corporelles						Report à nouveau	291 421
Immobilisations financières						Excédent exercice	0
Autres immobilisations financières						Situation nette	484 924
Total 1		0	0	0	0	Total 1	306 370
ACTIF CIRCULANT						FONDS REPORTEES ET DEDIES	
Stock et en -cours						Fonds reportés	257 959
Avances et acomptes versés						Fonds dédiés	
Créances						Total II	257 959
Autres créances						DETTES	
Valeurs mobilières placement						Autres dettes	10 045
Disponibilités		487 972			487 972	Total III	3 048
Total II		487 972			487 972		3 048
TOTAL GENERAL		487 972			487 972	TOTAL GENERAL	574 374



COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2023

	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Produits de tiers financeurs		
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consomptible	559 405	524 000
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions, transfert charges		
Utilisation des fonds dédiés		161 500
Autres produits		
Versements des fondateurs		
<b>TOTAL I</b>	559 405	685 500
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	2 550	19 536
Aides financières	559 588	404 611
Report en fonds dédiés		246 959
Autres charges		
Aides financières		
<b>TOTAL II</b>	562 138	671 106
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	(2733)	14 394
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		



Autres intérêts et produits assimilés	2 733	555
<b>TOTAL III</b>	2 733	555
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Intérêts et charges assimilées		
<b>TOTAL IV</b>		
<b>RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	2 733	555
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	0	14 949
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		
<b>TOTAL V</b>		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
<b>TOTAL VI</b>		
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>		
Engagements à réaliser sur ressources affectées		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	562 138	686 055
<b>Total des charges (II+IV+VI+VIII)</b>	562 138	671 106
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	0	14 949
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		9 500
Bénévolat		59 506
<b>Total</b>		69 006
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Mise à disposition gratuite de biens		9 500
Personnel bénévole		59 506
<b>Total</b>		69 006
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature	9 500	





Bénévolat	59 506
Total	69 006
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	
Mise à disposition gratuite de biens	9 500
Personnel bénévole	59 506
Total	69 006

L'annexe qui suit fait partie intégrante des comptes individuels annuels.

Annexe aux comptes individuels annuels au 31 décembre 2023

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023

I - Faits caractéristiques de l'exercice

L'activité du Fonds a été réalisée conformément à son objet social, à savoir :

Soutenir des projets d'intérêt général dans les domaines de l'inclusion bancaire et de l'autonomie des personnes âgées, malades ou handicapées, de la satisfaction



besoins fondamentaux, de l'environnement, de l'éducation, de l'insertion par l'emploi, de la culture, de la préservation du patrimoine historique, portés par des organismes tels que définis par l'article 238 bis du code général des impôts ; réaliser des actions d'intérêt général dans les domaines de la culture, de la préservation du patrimoine historique, de l'inclusion bancaire et financière, de l'autonomie des personnes âgées, malades ou handicapées, de la satisfaction des besoins fondamentaux, de l'environnement, de l'éducation, de l'insertion par l'emploi.

Les ressources de l'année 2023 sont liées aux dons reçus de la Caisse d'Epargne Grand Est Europe (480.000€).

Evènements postérieurs à la date de clôture : Néant

Changement de méthodes comptables : Néant

## II - Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux principes de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels ont été modifiés par l'application du règlement ANC 2018-06 venant modifier le règlement n°99-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations. Le règlement 2018-06 s'applique en complément des dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

## III - Informations sur les postes du bilan et du compte de résultat

### BILAN

#### Disponibilités

Ce compte regroupe les comptes bancaires du Fonds, à savoir un livret Association (462.080,65€) ainsi qu'un compte banque dédié à la gestion courante et au versement des subventions (25.891,58€)

#### Contribution volontaire en nature

Une des possibilités offertes à un mécène entreprise consiste à apporter non pas des financements en numéraire mais des moyens (produits ou services) à la cause qu'elle entend soutenir. Il s'agit dans ce cas d'un « mécénat en nature ou de compétence ».

Les critères d'éligibilité à cette forme de mécénat sont exactement les mêmes que ceux prévus pour une contribution en numéraire.



La structure applique à compter de la clôture des comptes 2020 le règlement ANC n°2018-06 qui rend obligatoire la comptabilisation des contributions volontaires en nature si les conditions suivantes sont respectées :

- leur nature et importance représentent des éléments essentiels à la compréhension du modèle économique
- elle est en mesure de les recenser et de les valoriser.

Principes d'évaluation : les textes disposent que l'apport de l'entreprise devra être valorisé au prix de revient ou à la valeur nette comptable pour les éléments inscrits à l'actif de l'entreprise.  
Au titre de l'exercice écoulé, le fonds de dotation a bénéficié d'un apport de compétence, réalisé à titre gracieux.

Le fonds de dotation bénéficie de la mise à disposition de personnel ainsi que de la mise à disposition de locaux à titre gracieux).

Ces contributions volontaires en nature font l'objet d'une convention avec le fondateur (la CEGEE)

La mise à disposition de personnel est déterminée sur la base du nombre d'heures réalisé par les bénévoles dans l'année, valorisé aux taux horaire, charges sociales comprises. Le montant est de 59.506€ au titre de 2023.

La mise à disposition des locaux et du matériel a été valorisée par la direction de la CEGEE pour le montant de 9.500€ au titre de 2023.

**Autres dettes**

Ce poste est composé des frais de tenue de compte du 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 (47,86€) et de la facture CAC anticipée pour l'exercice 2023 (3.000,00€).

**Etat des créances et dettes**

	1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Créances			
Dettes	3 048		

**Charges à payer**

Frais tenue compte 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 : 47,86€  
Facture CAC anticipée 2023 : 3.000€

**COMPTE DE RESULTAT**

Fait significatif :



Mise en conformité avec le règlement ANC 2018 – 06.

Les dons qui ne sont pas issus d'un appel à la générosité publique ne constituent pas des ressources du fonds de dotation, mais des libéralités. Ils doivent obligatoirement être incorporés à la dotation.

« Ne peuvent bénéficier des dispositions de l'article 200 du CGI et de l'article 238 bis du CGI, les libéralités qui, en contravention des dispositions de l'article 140 de la loi n° 2008 776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, seraient redistribuées sans être incorporées à la dotation ou qui seraient incorporées à une dotation ne générant aucun produit. »

L'effet induit de cette disposition entraînera souvent la présentation d'un compte de résultat « sans résultat » puisque l'ensemble des charges nettes sera couvert par la part de dotation affectée à l'exercice.

### **Achats et charges externes**

Cette ligne se compose essentiellement d'une charge à payer des honoraires des Commissaires aux Comptes (pour 3.000,00€ au titre de 2023).

### **Produits d'exploitation**

Ce poste comprend les subventions allouées au Fonds par la Caisse d'Epargne Grand Est Europe, la dotation consomptible ainsi que la dotation consomptible versée au compte de résultat.

### **Produits financiers**

Ce poste se compose des intérêts 2023 capitalisés sur le livret associatif (pour 2732,99€).

### **Régime fiscal de l'organisme**

Les fonds de dotation sont par principe soumis au même régime fiscal que les organismes sans but lucratif. Aussi, dès lors qu'ils n'ont pas de caractère lucratif (cf. notamment instruction fiscale du 18 décembre 2006, BOI 4 H-5-06), ils ne sont pas soumis aux impôts commerciaux.

